

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Repentigny

Code géographique : 60013

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Diane Pelchat, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Repentigny pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-15 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-03-30

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Repentigny inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

DATE 2017-03-30

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016		Réalisations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé¹
		Redressé note 20					
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	112 716 706	113 658 460	114 047 875			114 047 875
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 405 601	2 558 320	2 510 844			2 510 844
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 188 953	1 122 780	1 470 112		93 256	1 563 368
Services rendus	5	5 823 637	5 584 110	5 842 127		762 823	5 842 794
Imposition de droits	6	4 392 345	3 940 400	5 276 097			5 276 097
Amendes et pénalités	7	3 983 630	3 837 190	3 762 236			3 762 236
Revenus de placements de portefeuille	8	447 289	475 000	532 054		979	533 033
Autres revenus d'intérêts	9	642 524	500 000	653 546		10	653 556
Autres revenus	10	(45 680)	231 910	556 942		2 774 119	1 408 411
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	131 555 005	131 908 170	134 651 833		3 631 187	135 598 214
Investissement							
Taxes	13	12 263		13 041			13 041
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 431 740	17 883 500	7 631 700			7 631 700
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	16	35 705	963 000	4 655			4 655
Autres	17	383 574		337 337			337 337
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18						
	19	3 863 282	18 846 500	7 986 733			7 986 733
	20	135 418 287	150 754 670	142 638 566		3 631 187	143 584 947
Charges							
Administration générale	21	15 026 983	14 481 510	12 224 055	685 259		12 908 114
Sécurité publique	22	23 764 661	25 411 860	25 305 763	1 384 423		26 690 186
Transport	23	18 130 028	17 229 690	16 780 289	9 290 095		26 070 384
Hygiène du milieu	24	14 877 945	15 549 650	15 059 506	9 569 191		24 628 697
Santé et bien-être	25	1 204 692	1 223 710	1 175 689			1 175 689
Aménagement, urbanisme et développement	26	2 792 997	3 016 800	3 046 470	147 372	29 518	3 202 634
Loisirs et culture	27	23 578 818	24 117 220	24 604 700	4 474 101	3 378 412	29 794 333
Réseau d'électricité	28						
Frais de financement	29	10 611 645	12 814 710	9 972 320		2 453	9 974 773
Effet net des opérations de restructuration	30						
Amortissement des immobilisations	31	24 828 124	28 940 990	25 550 441	(25 550 441)		
	32	134 815 893	142 786 140	133 719 233		3 410 383	134 444 810
Excédent (déficit) de l'exercice	33	602 394	7 968 530	8 919 333		220 804	9 140 137

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	602 394	7 968 530	8 919 333	220 804	9 140 137
Moins: revenus d'investissement	2	(3 863 282)	(18 846 500)	(7 986 733)	()	(7 986 733)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 260 888)	(10 877 970)	932 600	220 804	1 153 404
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	24 828 124	28 940 990	25 550 441	88 673	25 639 114
Produit de cession	5	482 652		79 765		79 765
(Gain) perte sur cession	6	492 102		67 397		67 397
Réduction de valeur / Reclassement	7	372 801		105 883		105 883
	8	26 175 679	28 940 990	25 803 486	88 673	25 892 159
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			55 000		55 000
Réduction de valeur / Reclassement	10	269 674		(105 883)		(105 883)
	11	269 674		(50 883)		(50 883)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12	1 847 263				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	1 847 263				
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	532 873		622 655		622 655
Remboursement de la dette à long terme	17	(19 180 370)	(19 972 290)	(22 808 898)	(8 089)	(22 816 987)
	18	(18 647 497)	(19 972 290)	(22 186 243)	(8 089)	(22 194 332)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 783 892)	()	(306 761)	(157 000)	(463 761)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	49 838				
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 421 072	1 482 170	3 560 349		3 560 349
Réserves financières et fonds réservés	22	408 558	670 000	(1 466 699)		(1 466 699)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(113 270)	(242 900)	(430 700)		(430 700)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 017 694)	1 909 270	1 356 189	(157 000)	1 199 189
	26	8 627 425	10 877 970	4 922 549	(76 416)	4 846 133
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 366 537		5 855 149	144 388	5 999 537

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	3 863 282	18 846 500		7 986 733		7 986 733
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(394 522)	(513 400)	(514 599)	()	()	(514 599)
Sécurité publique	3	(935 192)	(951 100)	(3 036 830)	()	()	(3 036 830)
Transport	4	(5 174 817)	(8 050 700)	(4 562 838)	()	()	(4 562 838)
Hygiène du milieu	5	(5 731 727)	(15 694 400)	(7 726 838)	()	()	(7 726 838)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(467 508)	(46 100)	(696 521)	()	()	(696 521)
Loisirs et culture	8	(9 018 319)	(4 204 300)	(5 349 299)	(301 615)	()	(5 650 914)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(21 722 085)	(29 460 000)	(21 886 925)	(301 615)	()	(22 188 540)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(305 800)	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Émission ou acquisition	12	(1 011 569)	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	20 975 282	8 432 000		10 489 164		10 489 164
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	2 783 892			306 761	157 000	463 761
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15				112 833	144 615	257 448
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 461 366			1 938 625		1 938 625
Réserves financières et fonds réservés	17	2 479 535	2 181 500		999 657		999 657
	18	7 724 793	2 181 500		3 357 876	301 615	3 659 491
	19	5 660 621	(18 846 500)		(8 039 885)		(8 039 885)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales							
	20	9 523 903			(53 152)		(53 152)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé ¹</u>
		Redressé note 20				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	602 394	7 968 530	8 919 333	220 804	9 140 137
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	21 722 085 ) (	29 460 000 ) (	21 886 925 ) (	301 615 ) (	22 188 540)
Produit de cession	3	482 652		79 765		79 765
Amortissement	4	24 828 124	28 940 990	25 550 441	88 673	25 639 114
(Gain) perte sur cession	5	492 102		67 397		67 397
Réduction de valeur / Reclassement	6	372 801		105 883		105 883
	7	4 453 594	(519 010)	3 916 561	(212 942)	3 703 619
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(36 126)		(105 883)		(105 883)
Variation des stocks de fournitures	9	9 714		(51 472)		(51 472)
Variation des autres actifs non financiers	10	180 966		16 882	7 081	23 963
	11	154 554		(140 473)	7 081	(133 392)
	12	5 210 542	7 449 520	12 695 421	14 943	12 710 364
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	5 210 542	7 449 520	12 695 421	14 943	12 710 364
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(250 125 442)		(245 840 677)	781 806	(245 058 871)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(925 777)				
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(251 051 219)		(245 840 677)	781 806	(245 058 871)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(245 840 677)		(233 145 256)	796 749	(232 348 507)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2015	Administration municipale	2016	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
		Redressé note 20			
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	37 204 060	12 613 221	897 212	13 510 433
Débiteurs (note 5)	2	42 088 537	50 078 352	194 844	50 243 089
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4		20 000 000	147 764	20 147 764
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	55 000			
	8	79 347 597	82 691 573	1 239 820	83 901 286
PASSIFS					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	7 836 010	6 957 280		6 957 280
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	22 570 289	22 645 772	334 068	22 949 733
Revenus reportés (note 12)	12	1 415 376	1 101 266	78 430	1 179 696
Dette à long terme (note 13)	13	288 837 899	281 384 711	30 573	281 415 284
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	4 528 700	3 747 800		3 747 800
	15	325 188 274	315 836 829	443 071	316 249 793
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(245 840 677)	(233 145 256)	796 749	(232 348 507)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	495 925 370	492 008 809	622 300	492 631 109
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	3 970 925	4 076 809		4 076 809
Stocks de fournitures	19	669 732	721 203		721 203
Autres actifs non financiers (note 17)	20	283 893	267 011	5 539	272 550
	21	500 849 920	497 073 832	627 839	497 701 671
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	5 589 656	6 972 639	743 371	7 716 010
Excédent de fonctionnement affecté	23	13 675 277	12 564 767	89 490	12 654 257
Réserves financières et fonds réservés	24	6 282 304	7 384 748		7 384 748
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(9 912 712)	(8 747 588)		(8 747 588)
Financement des investissements en cours	26	3 420 627	2 702 942		2 702 942
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	235 954 091	243 051 068	591 727	243 642 795
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	255 009 243	263 928 576	1 424 588	265 353 164

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		
	Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	602 394	8 919 333	220 804	9 140 137
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	24 828 124	25 550 441	88 673	25 639 114
Autres					
- Perte (gain) sur cession	3	492 102	67 397		67 397
- Réduction valeur/Reclassement	4	372 801	105 883		105 883
	5	26 295 421	34 643 054	309 477	34 952 531
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 728 438	(7 989 815)	(6 482)	(7 993 575)
Autres actifs financiers	7		55 000		55 000
Créditeurs et charges à payer	8	(1 103 973)	75 483	112 599	185 360
Revenus reportés	9	1 156 458	(314 110)	91	(314 019)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(59 800)	(780 900)		(780 900)
Propriétés destinées à la revente	11	(36 126)	(105 883)		(105 883)
Stocks de fournitures	12	9 714	(51 472)		(51 472)
Autres actifs non financiers	13	180 966	16 882	7 081	23 963
	14	28 171 098	25 548 239	422 766	25 971 005
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	21 722 085 ) (	21 886 925 ) (	301 615 ) (	22 188 540)
Produit de cession	16	482 652	79 765		79 765
	17	(21 239 433)	(21 807 160)	(301 615)	(22 108 775)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	1 011 569) () () ()
Remboursement ou cession	19	1 847 263			
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22	835 694			
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	27 525 805	21 401 714		21 401 714
Remboursement de la dette à long terme	24 (	21 244 964 ) (	28 709 589 ) (	8 089 ) (	28 717 678)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(8 193 990)	(878 730)		(878 730)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	107 844	(145 313)		(145 313)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(1 805 305)	(8 331 918)	(8 089)	(8 340 007)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	5 962 054	(4 590 839)	113 062	(4 477 777)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	32 167 783	37 204 060	931 914	38 135 974
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32	(925 777)			
Solde redressé	33	31 242 006	37 204 060	931 914	38 135 974
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	37 204 060	32 613 221	1 044 976	33 658 197

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	42 551 025	45 207 910	44 195 707	742 612	44 938 319
Charges sociales	2	10 143 966	10 884 970	10 068 969	117 900	10 186 869
Biens et services	3	29 008 959	27 073 710	28 625 804	2 458 745	30 320 100
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	9 700 379	12 138 710	8 876 398	2 453	8 878 851
D'autres organismes municipaux	5	19 580	11 400	11 449		11 449
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	377 847	390 470	421 629		421 629
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	513 839	274 130	662 844		662 844
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	13 205 832	12 589 750	11 594 627		11 594 627
Transferts	10					
Autres	11	16 310	32 990	32 999		32 999
Autres organismes						
Transferts	12	3 281 671	4 287 300	3 846 203		1 925 846
Autres	13					
Amortissement des immobilisations	14	24 828 124	28 940 990	25 550 441	88 673	25 639 114
Autres						
- Créances douteuses	15	92 389	175 000	(454 572)		(454 572)
- Réclamations dommages/intérêts	16	437 996	110 000	(906 741)		(906 741)
- Subventions et autres	17	637 976	668 810	1 193 476		1 193 476
	18	134 815 893	142 786 140	133 719 233	3 410 383	134 444 810

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	113 658 460	114 060 916	112 728 969
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 558 320	2 510 844	2 405 601
Quotes-parts	3			
Transferts	4	19 134 760	9 195 068	4 737 831
Services rendus	5	5 525 520	5 842 794	5 770 693
Imposition de droits	6	3 940 400	5 276 097	4 392 345
Amendes et pénalités	7	3 837 190	3 762 236	3 983 630
Revenus de placements de portefeuille	8	476 400	533 033	449 045
Autres revenus d'intérêts	9	500 000	653 556	642 662
Autres revenus	10	1 694 730	1 750 403	1 311 342
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	151 325 780	143 584 947	136 422 118
Charges				
Administration générale	14	15 365 880	12 908 114	15 674 410
Sécurité publique	15	27 310 120	26 690 186	25 109 747
Transport	16	27 846 690	26 070 384	27 411 301
Hygiène du milieu	17	25 877 130	24 628 697	24 282 883
Santé et bien-être	18	1 223 710	1 175 689	1 204 692
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 224 980	3 202 634	2 929 234
Loisirs et culture	20	29 756 900	29 794 333	28 478 764
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	12 817 160	9 974 773	10 620 900
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	143 422 570	134 444 810	135 711 931
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 903 210	9 140 137	710 187
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		256 213 027	256 428 617
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(925 777)
Solde redressé	28		256 213 027	255 502 840
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		265 353 164	256 213 027

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 903 210	9 140 137	710 187
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	29 486 500 ) (	22 188 540 ) (	21 847 523)
Produit de cession	3		79 765	771 923
Amortissement	4	29 025 010	25 639 114	24 906 075
(Gain) perte sur cession	5		67 397	473 603
Réduction de valeur / Reclassement	6		105 883	372 801
	7	(461 490)	3 703 619	4 676 879
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(105 883)	(36 126)
Variation des stocks de fournitures	9		(51 472)	9 714
Variation des autres actifs non financiers	10		23 963	191 375
	11		(133 392)	164 963
	12	7 441 720	12 710 364	5 552 029
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	7 441 720	12 710 364	5 552 029
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(245 058 871)	(249 685 123)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(925 777)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(245 058 871)	(250 610 900)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(232 348 507)	(245 058 871)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	13 510 433	37 988 777
Débiteurs (note 5)	2	50 243 089	42 249 514
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	20 147 764	147 197
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		55 000
	8	83 901 286	80 440 488
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 957 280	7 836 010
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	22 949 733	22 764 373
Revenus reportés (note 12)	12	1 179 696	1 493 715
Dette à long terme (note 13)	13	281 415 284	288 876 561
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 747 800	4 528 700
	15	316 249 793	325 499 359
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(232 348 507)	(245 058 871)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	492 631 109	496 334 728
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 076 809	3 970 925
Stocks de fournitures	19	721 203	669 732
Autres actifs non financiers (note 17)	20	272 550	296 513
	21	497 701 671	501 271 898
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	265 353 164	256 213 027

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 140 137	710 187
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	25 639 114	24 906 075
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	67 397	473 603
- Réduction valeur/Reclassement	4	105 883	372 801
	5	34 952 531	26 462 666
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(7 993 575)	1 688 937
Autres actifs financiers	7	55 000	
Créditeurs et charges à payer	8	185 360	(1 235 584)
Revenus reportés	9	(314 019)	1 157 065
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(780 900)	(59 800)
Propriétés destinées à la revente	11	(105 883)	(36 126)
Stocks de fournitures	12	(51 472)	9 714
Autres actifs non financiers	13	23 963	191 375
	14	25 971 005	28 178 247
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(22 188 540)	(21 847 523)
Produit de cession	16	79 765	771 923
	17	(22 108 775)	(21 075 600)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	(1 011 569)
Remboursement ou cession	19		1 847 263
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		835 694
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	21 401 714	27 570 170
Remboursement de la dette à long terme	24	(28 717 678)	(21 472 524)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(878 730)	(8 193 990)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(145 313)	107 844
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(8 340 007)	(1 988 500)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(4 477 777)	5 949 841
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	38 135 974	33 111 910
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		(925 777)
Solde redressé	33	38 135 974	32 186 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	33 658 197	38 135 974

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Repentigny est un organisme municipal constitué le 1er juin 2002, en vertu du décret 202-2002 adopté par le gouvernement du Québec. La Ville est issue du regroupement des Villes de Repentigny et de Le Gardeur.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Repentigny excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs financiers, les passifs, les actifs non financiers, les revenus et les charges de Ville de Repentigny, ainsi que ceux des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable, consolidés ligne par ligne. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques ont été éliminés.

Le périmètre comptable de la Ville de Repentigny comprend les organismes suivants :

- Centre Communautaire Laurent-Venne Inc.
- Excellence Repentigny
- Festival Feu et Glace
- La fête au petit village
- Les Internationaux de tennis junior du Canada Inc.
- Rendez-vous estival de Le Gardeur Inc.
- Société de gestion du complexe sportif de Repentigny Inc.
- Société de gestion et de développement culturels de Repentigny Inc.
- Société de développement récréotouristique de Repentigny

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Ville et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, les frais d'assainissement du passif au titre des sites contaminés, les contestations d'évaluation et les diverses réclamations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements temporaires dont l'échéance initiale est douze mois ou moins.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

Les passifs sont des obligations envers des tiers, qui résultent d'opérations ou d'événements passés et dont le règlement prévu donnera lieu à une sortie future de ressources représentatives d'avantages économiques.

Passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ce fonds.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

E) Actifs non financiers

Les immobilisations et certains actifs sont comptabilisés à titre d'actifs non financiers, car ils peuvent servir à fournir des services dans les exercices ultérieurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks

Ce poste comprend les matériaux, les accessoires, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Ces items sont comptabilisés comme charges au fur et à mesure de leur utilisation. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

<u>Catégories</u>	<u>Durées</u>
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Autres	1 an

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

F) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux revenus lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville sont comptabilisés comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé, des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode de la valeur liée au marché quatre ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:
 - pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	351 592	311 265
Placements de portefeuille	2		
Note			
Le montant affecté représente une avance versée en vertu d'un protocole d'entente, pour des travaux majeurs d'entretien, à une société opérant le Centre récréatif de Repentigny.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	8 790 909	8 364 157
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	25 038 611	24 559 227
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	6 180 054	2 104 245
Organismes municipaux	7	6 247 161	3 960 816
Autres			
- Constats et droits de mutation	8	2 748 601	2 656 589
- Divers	9	1 237 753	604 480
	10	50 243 089	42 249 514
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	19 812 138	14 953 607
Organismes municipaux	12	523 239	591 821
Autres tiers	13		
	14	20 335 377	15 545 428
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	1 015 032	1 490 446
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	20 147 764	147 197
	24	20 147 764	147 197
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	(3 698 100)	(4 477 500)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	(49 700)	(51 200)
	28	<u>(3 747 800)</u>	<u>(4 528 700)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	4 284 000	3 593 500
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	2 300	2 400
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32	224 947	252 736
Régimes de retraite des élus municipaux	33	117 551	113 506
	34	<u>4 628 798</u>	<u>3 962 142</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		55 000
Autres	36		
	37		55 000

Note**10. Emprunts temporaires**

En vertu du paragraphe 2 de l'article 567 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a contracté des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses des règlements d'emprunt en attendant la réalisation du financement permanent.

Le montant d'emprunt autorisé est de 49 249 025 \$ au 31 décembre 2016. Le montant utilisé à cette même date est de 6 957 280 \$ (7 836 010 \$ au 31 décembre 2015) et porte intérêt au taux préférentiel.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	38	3 043 979	3 153 802
Salaires et avantages sociaux	39	8 468 123	7 697 936
Dépôts et retenues de garantie	40	1 830 393	2 248 663
Provision pour contestations d'évaluation	41	31 996	22 407
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	65 814	
Autres			
- Gvt du Québec et ses entr.	44	1 292 024	940 145
- Gvt du Canada et ses entr.	45	269 293	39 516
- Organismes municipaux	46	1 164 442	650 869
- Intérêts courus sur dette LT	47	2 061 997	2 237 111
- Autres courus et passifs	48	4 721 672	5 773 924
	49	<u>22 949 733</u>	<u>22 764 373</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50	85 494	58 811
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52	741 172	1 010 027
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Inscriptions Loisirs	56	192 356	203 336
- Subventions	57	30 328	68 756
- Revenus de locations	58	125 664	154 295
- Autres	59	4 682	(1 510)
	60	1 179 696	1 493 715

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	4,90	2017	2026	61	273 671 000	274 371 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		617 623
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,95	5,95	2032	2032	67	5 905 224	11 184 579
Autres	2,52	6,99	2018	2024	68	3 549 714	4 268 700
					69	283 125 938	290 441 902
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(1 710 654)	(1 565 341)
					71	281 415 284	288 876 561

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2017	72	80	20 511 000	88	582 267	97	727 275	105	21 820 542
2018	73	81	20 224 000	89	582 267	98	735 647	106	21 541 914
2019	74	82	20 169 000	90	582 267	99	329 510	107	21 080 777
2020	75	83	20 667 000	91	582 267	100	330 283	108	21 579 550
2021	76	84	19 740 000	92	582 267	101	336 030	109	20 658 297
2022 et +	77	85	172 360 000	93	6 162 328	102	1 090 969	110	179 613 297
	78	86	273 671 000	94	9 073 663	103	3 549 714	111	286 294 377
Intérêts et frais accessoires				95	(3 168 439)			112	(3 168 439)
	79	87	273 671 000	96	5 905 224	104	3 549 714	113	283 125 938

Note

L'hypothèque immobilière, au montant de 2 689 636\$ (2 985 781 \$ en 2015) est garantie par deux propriétés d'une valeur comptable nette de 5 569 455\$ (5 734 081 \$ en 2015).

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(233 145 256)	(245 840 677)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	(796 749)	(781 806)
	117	(232 348 507)	(245 058 871)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	127 711 567	146	1 674 062	173	(42 487)	200	129 428 116
Eaux usées	119	233 763 376	147	1 304 957	174	70 653	201	234 997 680
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	216 637 951	148	2 526 790	175	(174 156)	202	219 338 897
Autres	121	92 877 162	149	3 273 501	176	571 025	203	95 579 638
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	77 844 792	151	1 350 699	178	118 730	205	79 076 761
Améliorations locatives	124	137 639	152		179		206	137 639
Véhicules	125	17 032 616	153	2 580 187	180	1 060 995	207	18 551 808
Ameublement et équipement de bureau	126	11 292 039	154	1 307 108	181	885 881	208	11 713 266
Machinerie, outillage et équipement divers	127	7 742 764	155	345 686	182	227 278	209	7 861 172
Terrains	128	27 258 455	156	820 977	183	(47 943)	210	28 127 375
Autres	129	13 977	157		184		211	13 977
	130	<u>812 312 338</u>	158	<u>15 183 967</u>	185	<u>2 669 976</u>	212	<u>824 826 329</u>
Immobilisations en cours	131	<u>654 723</u>	159	<u>7 004 573</u>	186		213	<u>7 659 296</u>
	132	<u>812 967 061</u>	160	<u>22 188 540</u>	187	<u>2 669 976</u>	214	<u>832 485 625</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	42 556 581	161	3 297 163	188	(1 180)	215	45 854 924
Eaux usées	134	93 836 273	162	5 818 733	189	34 034	216	99 620 972
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	94 802 265	163	7 259 801	190	(2 726)	217	102 064 792
Autres	136	39 399 056	164	4 186 042	191	195 923	218	43 389 175
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	25 537 893	166	2 177 849	193	84 100	220	27 631 642
Améliorations locatives	139	10 334	167	13 358	194		221	23 692
Véhicules	140	8 799 325	168	1 042 162	195	1 040 967	222	8 800 520
Ameublement et équipement de bureau	141	6 383 549	169	1 321 985	196	880 183	223	6 825 351
Machinerie, outillage et équipement divers	142	5 293 080	170	522 021	197	185 630	224	5 629 471
Autres	143	13 977	171		198		225	13 977
	144	<u>316 632 333</u>	172	<u>25 639 114</u>	199	<u>2 416 931</u>	226	<u>339 854 516</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>496 334 728</u>					227	<u>492 631 109</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	14 782 079	231		233	7 199 071	235	7 583 008
Amortissement cumulé	229	(3 002 640)	232	(346 572)	234	(1 755 701)	236	(1 593 511)
Valeur comptable nette	230	<u>11 779 439</u>					237	<u>5 989 497</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238	1 385 475	1 274 089
Immeubles industriels municipaux	239	245 114	299 817
Autres	240	2 446 220	2 452 019
	241	4 076 809	4 025 925
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		55 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	4 076 809	3 970 925
Note			

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance			
- Assurances	244	43 124	50 165
- Contrats de service	245	123 589	116 728
- Immatriculation et autres	246	49 870	58 478
Autres			
- Avances	247	55 967	71 142
-	248		
	249	272 550	296 513
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de services pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville et ses organismes contrôlés se sont engagés à effectuer des versements pour un montant global de 92 370 080 \$. Pour pourvoir à ces engagements, les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé
2017	16 558 424 \$	198 347 \$	16 756 771 \$
2018	13 328 680 \$	51 900 \$	13 380 580 \$
2019	12 415 066 \$	46 932 \$	12 461 998 \$
2020	11 672 330 \$	7 822 \$	11 680 152 \$
2021	8 818 493 \$	-	8 818 493 \$
2022 à 2042	29 272 086 \$	-	29 272 086 \$
	92 065 079 \$	305 001 \$	92 370 080 \$

De plus, au 31 décembre 2016, les engagements de la Ville à l'égard des activités d'investissement, se chiffrent à 4 392 343 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Québec de se porter caution de l'organisme Centre à Nous pour un montant maximum de 1 144 537 \$. Ce montant correspond au financement hypothécaire de l'immeuble dont l'organisme est propriétaire et dont le solde s'établit à 684 289 \$ au 31 décembre 2016.

La Ville s'est engagée, conjointement avec le Comité organisateur des Internationaux de tennis junior du Canada à Repentigny, à indemniser Tennis Canada pour toute dépense, tout dommage, toute réclamation, toute poursuite, toute procédure, tout jugement et tous frais découlant directement ou indirectement de la tenue des compétitions et des gestes posés pour ou au nom du Comité ou pour le non-respect des termes de l'entente.

b) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

Des poursuites estimées à 783 924 \$ ont été intentées contre Ville de Repentigny. De l'avis de ses conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à verser. Toutefois, ils sont d'avis, qu'il y aura un impact financier certain. Conséquemment, une provision de 783 924 \$ a été imputée aux dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

À la suite d'une analyse de la comptabilisation des fonds réservés effectuée par le MAMOT, la Ville a modifié rétroactivement sa méthode de comptabilisation du fonds réservé Fonds de parcs et terrain de jeux.

La méthode de comptabilisation utilisée par la Ville ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que ces sommes doivent être présentées à titre de revenus reportés tant qu'elles ne peuvent pas être constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter ou de diminuer les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 :

État des résultats

Revenus	84 250 \$
---------	-----------

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Affectations - Fonds réservés	(84 250 \$)
-------------------------------	-------------

État de la situation financière

Revenus reportés	(1 010 027 \$)
Excédent (déficit) accumulé	1 010 027 \$

Modification de présentation exigée par le MAMOT

Suite à une modification de présentation de l'excédent (déficit) accumulé établie par le MAMOT, certains postes ont été reclassés dans l'excédent (déficit) accumulé. En conséquence de cette correction de présentation, les postes au rapport financier au 31 décembre 2015 ont été augmentés ou diminués de la façon suivante:

État de la situation financière

Excédent (déficit) accumulé - Réserve financière et fonds réservés:	1 495 344\$
Excédent (déficit) accumulé - DCTP	(1 495 344\$)

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 13 510 433	37 988 777
Découvert bancaire	251 () ()	()
<i>Ajouter</i>		
- Autres placements	252 20 147 764	147 197
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 () ()	()
-	257 () ()	()
-	258 () ()	()
-	259 () ()	()
-	260 () ()	()
-	261 () ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262 33 658 197	38 135 974

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

Note

Les autres placements portent intérêt à des taux variant de 0,5% à 1,75% et viennent à échéance en janvier et en mars 2017.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26 Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

27 Financement à long terme des activités de fonctionnement

Le montant de 622 655 \$ représente le financement à long terme réalisé ou autorisé des dépenses de fonctionnement. Les principaux éléments de ce montant sont des frais de financement ou de refinancement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 7 716 010	6 304 754
Excédent de fonctionnement affecté	2 12 654 257	13 793 267
Réserves financières et fonds réservés	3 7 384 748	6 282 304
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (8 747 588) (9 912 712)	
Financement des investissements en cours	5 2 702 942	3 420 627
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 243 642 795	236 324 787
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 265 353 164	256 213 027
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 6 972 639	5 589 656
Organismes contrôlés ¹	10 743 371	715 098
	11 7 716 010	6 304 754
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Remboursement dette/capital	12 893 348	1 696 017
- Remboursement dette/intérêts	13 622 544	623 134
- Équilibre budgétaire	14 600 000	
- Déneigement	15 500 000	500 000
- Acq. et déploiement immobilier	16 2 631 458	3 303 252
- Equip. et infras / culturel	17 4 841 366	4 989 529
- Surplus/placement C.Récréatif	18 955 093	811 782
- Divers programmes municipaux	19 695 958	926 563
- Éventualités ou imprévus	20 825 000	825 000
	21 12 564 767	13 675 277
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Dév. récréotouristique	22 89 490	117 990
-	23	
-	24	
	25 89 490	117 990
	26 12 654 257	13 793 267
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 5 791 772	4 394 935
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 1 116 260	1 772 620
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36 395 706	33 739
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Fonds de stationnement	40 81 010	81 010
-	41	
	42 7 384 748	6 282 304
	43 7 384 748	6 282 304

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (1 457 900)	(1 700 800)
Régimes non capitalisés	45 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ()	()
Autres	47 ()	()
Régimes non capitalisés	48 ()	()
	49 (1 457 900)	(1 700 800)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ()	()
Autres		
- Revenus de location	53 (100 823)	(129 630)
-	54 ()	()
	55 (1 558 723)	(1 830 430)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 ()	()
Autres		
-	61 ()	()
-	62 ()	()
	63 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ()	()
Autres		
- Autre financement	67 (8 843 202)	(9 577 626)
-	68 ()	()
	69 (8 843 202)	(9 577 626)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70 1 654 337	1 495 344
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74 1 654 337	1 495 344
	75 (8 747 588)	(9 912 712)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	5 140 066	5 964 976
Investissements à financer	77 (	2 437 124 ) (	2 544 349)
	78	2 702 942	3 420 627
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	492 631 109	496 334 728
Propriétés destinées à la revente	80	4 076 809	4 025 925
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	496 707 918	500 360 653
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	281 415 284	288 876 561
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	1 710 654	1 565 341
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	20 835 979 ) (	15 943 211)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	8 495 486 ) (	9 278 019)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	829 505 ) (	1 244 257)
	90	252 964 968	263 976 415
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	100 155	59 451
	92	253 065 123	264 035 866
	93	243 642 795	236 324 787

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Repentigny et le régime de retraite des policiers de la Ville de Repentigny sont des régimes à prestations déterminées enregistrés conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec. Les prestations au titre des services sont calculées en fonction du nombre d'années de service créditées multiplié par un pourcentage du salaire. Les participants et l'employeur se partagent le financement des régimes de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions des régimes. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle. Les dernières évaluations actuarielles ont été effectuées en date du 31 décembre 2013.

Application de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées aux régimes de la municipalité

Une restructuration des régimes de retraite est entreprise depuis les dernières années en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi 15 de 2014). Suite à cette restructuration, certaines modifications ont pris effet le 1er janvier 2014, alors que d'autres modifications prendront effet à des dates plus tardives. Les rapports d'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 contiennent des informations relatives à cette restructuration.

Modifications relatives au Régime des employés résultant des négociations de la Loi 15

Au courant de l'année 2016, dans le cadre des négociations en lien avec la Loi 15 de 2014, des ententes entre la ville et les différents groupes du Régime des employés furent signées. Le processus de négociation a mené aux modifications suivantes qui ont un impact aux fins de la comptabilisation de l'année 2016 :

- Élimination de la prestation minimale "2x cotisations" pour le service à compter du 1er janvier 2014.
- Pour le groupe des cols blancs, le crédit de rente est porté à 1,85 % du salaire final pour les années de service créditées en 2014 et 2015.
- Pour le groupe des cols blancs, le crédit de rente est porté à 1,87 % du salaire final pour les années de service créditées de 2011 à 2013 inclusivement.
- Pour le groupe des cols bleus, le crédit de rente est porté à 1,98 % du salaire final pour les années de service créditées en 2014 et 2015.
- Pour le groupe des cols bleus, le crédit de rente est porté à 2,00 % du salaire final pour les années de service créditées de 2011 à 2013 inclusivement.
- Pour le groupe des pompiers préventionnistes, le crédit de rente pour les années de service antérieures au 1er janvier 2014 est haussé à 1,60 % du salaire final moyen 5 ans.

Modifications relatives au Régime des policiers résultant des négociations de la Loi 15

Au 31 décembre 2013, le Régime des policiers comportait, un déficit actuariel selon la base de financement. Selon l'entente intervenue entre la ville et les policiers, il a été convenu de reporter de 3 mois l'âge de retraite pour le service antérieur au 31 décembre 2013 et d'abolir l'indexation automatique des rentes des participants actifs. L'écart

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

entre le déficit imputable aux participants actifs et la valeur de la réduction des prestations constituera une obligation implicite ("Réserve de restructuration") qui pourra être utilisée pour accorder, par exemple, de l'indexation sur une base ad hoc.

L'indexation automatique des rentes des participants retraités pouvait être suspendue à compter du 1er janvier 2017. La suspension de l'indexation était facultative et elle était du ressort de la ville. Au courant de l'année 2016, la ville a confirmé sa décision de ne pas suspendre l'indexation automatique des rentes des participants retraités et, par le fait même, d'assumer l'entièreté du déficit attribuable aux participants retraités du Régime des policiers.

Partage de coûts pour le service futur

Tout régime de retraite doit être modifié afin de prévoir le partage à parts égales de la cotisation d'exercice entre la ville et les participants actifs. De plus, les déficits actuariels liés au service postérieur au 1er janvier 2014 sont assumés à parts égales. La hausse des cotisations des employés découlant de ces dispositions prend effet à la date de l'entente convenue entre les parties ou à la date de la décision de l'arbitre. Ainsi, puisque les ententes pour le régime des policiers ainsi que pour le régime des employés ont été signées au courant de l'année 2016, ces dispositions ont été reflétées avec effet rétroactif au 1er janvier 2016 (tel que prescrit par les ententes) aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite de l'année 2016.

Fonds de stabilisation pour le service futur

Des cotisations additionnelles représentant au moins 10 % de la cotisation d'exercice doivent être versées à parts égales par la ville et les participants actifs afin de constituer un fonds de stabilisation. Les gains actuariels générés à compter du 1er janvier 2014 doivent aussi y être versés. Les cotisations de stabilisation commencent à être versées à la date convenue entre les parties, soit le 1er janvier 2016.

Autres informations

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (4 477 500)	(4 535 900)
Charge de l'exercice	5 (4 284 000)	(3 593 500)
Cotisations versées par l'employeur	6 5 063 400	3 651 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(3 698 100)</u>	<u>(4 477 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 114 420 500	99 421 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (116 586 300)	(104 268 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (2 165 800)	(4 846 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (1 532 300)	369 400
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (3 698 100)	(4 477 500)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(3 698 100)</u>	<u>(4 477 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 114 420 500	99 421 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (116 586 300)	(104 268 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (2 165 800)	(4 846 900)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 6 693 600	5 829 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 631 200	430 700
	21 7 324 800	6 260 100
Cotisations salariales des employés	22 (3 498 800)	(3 051 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 3 826 000	3 208 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 165 600	367 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	(430 700)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 991 600</u>	<u>3 144 700</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 6 220 100	5 667 400
Rendement espéré des actifs	34 (5 927 700)	(5 218 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 292 400	448 800
Charge de l'exercice	36 <u>4 284 000</u>	<u>3 593 500</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 9 854 500	8 441 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 927 700)	(5 218 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 3 926 800	3 223 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 190 700)	(62 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 3 321 500	3 599 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 118 133 200	100 633 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 1 479 800	1 398 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 331 800	53 900
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,85 %	5,85 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,85 %	5,85 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u> </u>	58 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime supplémentaire de retraite non capitalisé représente une entente entre la Ville de Repentigny et un employé cadre retraité quant aux modalités de prise de retraite dont la charge est assumée par la Ville.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (51 200)	(52 600)
Charge de l'exercice	60 (2 300)	(2 400)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 3 800	3 800
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>49 700</u>)	(<u>51 200</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (59 100)	(60 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 9 400	9 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>49 700</u>)	(<u>51 200</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)
	70	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 400	400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 400	400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 1 900	2 000
Charge de l'exercice	<u>79 2 300</u>	<u>2 400</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (300)	600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 19	22
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,25 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87	
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 8

Description des régimes et autres renseignements

Régimes enregistrés d'épargne retraite - R.E.E.R. collectif et individuels. Certains employés du secteur Le Gardeur, les pompiers et certains cadres participent à ce régime où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. La dépense de l'exercice correspond à la cotisation versée en contrepartie des services courants.

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	224 947	252 736

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	11	11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	24 429	23 810
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	87 057	83 225
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	30 494	30 281
100	117 551	113 506

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	283 095 365
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 437 124
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	347 717
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	2 009 608
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	20 335 377
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	541 678
-----------------	----	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 124 978
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Protocoles de partenariat	12	691 364
-----------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	258 177 201
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	30 573
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	258 207 774
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	5 829
---------------------------------	----	-------

Communauté métropolitaine	18	456 601
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	258 670 204
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	258 670 204
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	63 564 940	63 783 008	63 783 008	63 147 813
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	20 148 160	20 192 761	20 192 761	18 931 745
Activités de fonctionnement	3	1 530 120	1 533 553	1 533 553	1 234 825
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 959 610	1 955 494	1 955 494	2 530 734
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres					
	8				
	9	87 202 830	87 464 816	87 464 816	85 845 117
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 079 000	5 030 404	5 030 404	4 886 068
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	3 993 660	3 994 592	3 994 592	3 983 408
Matières résiduelles	13	7 987 320	7 988 963	7 988 963	7 966 377
Autres					
-Entretien des réseaux	14	3 993 660	3 994 482	3 994 482	3 983 188
-Mise à niveau - SPE	15	1 270 710	1 270 971	1 270 971	1 267 378
-Eaux de rejets	16	241 000	223 659	223 659	243 116
Centres d'urgence 9-1-1	17	440 280	474 278	474 278	444 276
Service de la dette	18	3 450 000	3 605 710	3 605 710	4 097 778
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		13 041	13 041	12 263
	21	26 455 630	26 596 100	26 596 100	26 883 852
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	26 455 630	26 596 100	26 596 100	26 883 852
	26	113 658 460	114 060 916	114 060 916	112 728 969

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	57 260	49 784	59 141
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	480	475	475
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	57 740	50 259	59 616
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	776 460	708 633	691 915
Cégeps et universités	33	40 800	39 657	39 627
Écoles primaires et secondaires	34	1 646 760	1 674 896	1 577 885
	35	2 464 020	2 423 186	2 309 427
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 521 760	2 473 445	2 369 043
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	36 080	36 924	36 083
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	480	475	475
Taxes d'affaires	43			
	44	36 560	37 399	36 558
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 558 320	2 510 844	2 405 601

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	4 000	32 761	5 240
Sécurité publique				
Police	53	61 440	31 174	90 322
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	87 920	113 597	81 968
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	390	6 546	7 229
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	147 060	147 992	153 556
Réseau de distribution de l'eau potable	68	83 530	100 114	46 274
Traitement des eaux usées	69	51 130	51 267	53 393
Réseaux d'égout	70	56 480	56 542	43 699
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	31 600	56 423	51 524
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	180 050	423 131	196 940
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	58 310	106 431	205 158
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	340 870	301 048	333 656
Autres	88	20 000	43 086	37 132
Réseau d'électricité	89			
	90	1 122 780	1 470 112	1 306 091

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	4 189 600	1 333 976	1 333 976
Enlèvement de la neige	97			511 426
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	8 676 000	4 420 118	4 420 118
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 582 800	473 426	473 426
Traitement des eaux usées	108	190 000	(29 272)	(29 272)
Réseaux d'égout	109	2 557 600	386 312	386 312
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	500 000	931 351	931 351
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	187 500	115 789	115 789
Réseau d'électricité	128			
	129	17 883 500	7 631 700	7 631 700
				3 431 740

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	19 006 280	9 101 812	9 195 068
				4 737 831

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	105 000	153 244	127 119
Évaluation	141			
Autres	142	32 360	33 528	32 237
	143	137 360	186 772	159 356
Sécurité publique				
Police	144	123 270	119 803	125 959
Sécurité incendie	145	99 550	102 649	95 482
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	222 820	222 452	221 441
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	771 670	627 845	668 690
Autres	153			
	154	771 670	627 845	668 690
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	629 000	769 279	770 512
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	127 030	155 347	156 774
Réseaux d'égout	158	12 270	17 475	8 805
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	768 300	942 101	936 091
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 900 150	1 979 170	1 985 578

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	68 900	136 519	143 325
Sécurité publique	183	339 040	317 800	272 143
Transport				
Réseau routier	184	45 000	41 051	298 397
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	50 000	49 528	49 589
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	21 000	139 897	51 816
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	129 850	123 853	116 980
Loisirs et culture	193	3 030 170	3 054 309	2 852 865
Réseau d'électricité	194			
	195	3 683 960	3 862 957	3 785 115
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 584 110	5 842 127	5 770 693
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	340 400	321 219	351 891
Droits de mutation immobilière	198	3 600 000	4 954 878	4 040 454
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	3 940 400	5 276 097	4 392 345
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 837 190	3 762 236	3 983 630
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203	475 000	532 054	449 045
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	500 000	653 546	642 662
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(67 397)	(473 603)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		19 788	19 788
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	963 000	4 655	35 705
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210		108 708	132 425
Autres contributions	211		73 898	1 334 589
Autres	212	231 910	759 282	282 226
	213	1 194 910	898 934	1 311 342
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 497 950	1 457 676	46 865	1 504 541	1 503 341	1 461 278
Greffe et application de la loi	2	2 013 870	1 996 827	101 730	2 098 557	2 098 557	2 129 152
Gestion financière et administrative	3	7 887 460	7 316 338	465 658	7 781 996	7 781 996	7 792 108
Évaluation	4	1 061 060	802 059	46 603	848 662	848 662	1 306 161
Gestion du personnel	5	1 100 500	1 165 808	24 403	1 190 211	1 190 211	1 221 874
Autres							
- Assurances et réclamations	6	629 590	(383 370)		(383 370)	(383 370)	918 179
- Autres	7	291 080	(131 283)		(131 283)	(131 283)	845 658
	8	14 481 510	12 224 055	685 259	12 909 314	12 908 114	15 674 410
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	18 583 970	18 616 037	794 739	19 410 776	19 410 776	18 311 368
Sécurité incendie	10	6 053 940	5 936 781	582 056	6 518 837	6 518 837	6 078 328
Sécurité civile	11	31 630	42 133	4 427	46 560	46 560	37 072
Autres	12	742 320	710 812	3 201	714 013	714 013	682 979
	13	25 411 860	25 305 763	1 384 423	26 690 186	26 690 186	25 109 747
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 248 230	4 338 689	7 516 239	11 854 928	11 854 928	10 942 997
Enlèvement de la neige	15	4 887 190	5 236 569	256 469	5 493 038	5 493 038	5 609 819
Éclairage des rues	16	594 220	573 026	848 096	1 421 122	1 421 122	1 502 287
Circulation et stationnement	17	670 440	702 211	582 266	1 284 477	1 284 477	1 489 984
Transport collectif							
Transport en commun	18	7 829 610	5 929 794	38 647	5 968 441	5 968 441	7 714 975
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			48 378	48 378	48 378	151 239
	22	17 229 690	16 780 289	9 290 095	26 070 384	26 070 384	27 411 301

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 037 750	3 052 751	1 617 048	4 669 799	4 669 799	4 421 557
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 633 210	1 695 308	1 854 786	3 550 094	3 550 094	3 548 927
Traitement des eaux usées	25	2 285 570	2 289 242	1 133 579	3 422 821	3 422 821	3 408 472
Réseaux d'égout	26	2 899 950	2 613 922	4 936 509	7 550 431	7 550 431	7 383 281
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 925 370	1 869 721		1 869 721	1 869 721	1 869 997
Élimination	28	1 329 570	1 205 251		1 205 251	1 205 251	1 250 441
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	55 290	1 733		1 733	1 733	(17 176)
Tri et conditionnement	30	10 030	317		317	317	(1 266)
Matières organiques							
Collecte et transport	31	486 660	457 378		457 378	457 378	461 643
Traitement	32	480 070	438 798		438 798	438 798	456 006
Matériaux secs	33	427 300	436 027		436 027	436 027	419 027
Autres	34	214 350	201 784		201 784	201 784	203 149
Plan de gestion	35						
Autres	36			5 799	5 799	5 799	5 293
Cours d'eau	37		(2 857)	17 612	14 755	14 755	155 506
Protection de l'environnement	38	764 530	795 131	3 858	798 989	798 989	708 026
Autres	39		5 000		5 000	5 000	10 000
	40	15 549 650	15 059 506	9 569 191	24 628 697	24 628 697	24 282 883
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	738 710	729 007		729 007	729 007	736 832
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	485 000	446 682		446 682	446 682	467 860
	44	1 223 710	1 175 689		1 175 689	1 175 689	1 204 692
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 427 520	2 341 827	97 828	2 439 655	2 439 655	2 291 849
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47			5 000	5 000	5 000	5 000
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	436 420	436 668	9 051	445 719	445 719	440 195
Tourisme	49	25 300	21 810		21 810	30 602	19 125
Autres	50	121 980	119 839	35 493	155 332	155 332	167 791
Autres	51	5 580	126 326		126 326	126 326	5 274
	52	3 016 800	3 046 470	147 372	3 193 842	3 202 634	2 929 234

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 639 840	3 839 764	423 658	4 263 422	4 086 435	3 928 663
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 878 030	2 762 515	28 142	2 790 657	2 655 417	2 679 344
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 038 990	3 193 136	574 705	3 767 841	3 784 901	3 572 082
Parcs et terrains de jeux	56	7 959 060	8 469 603	2 733 283	11 202 886	11 543 139	10 658 414
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	350 430	479 150	23 679	502 829	1 150 112	1 066 391
Autres	59	203 180	138 351	47 925	186 276	210 903	214 543
	60	18 069 530	18 882 519	3 831 392	22 713 911	23 430 907	22 119 437
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 140 140	1 002 417	344 823	1 347 240	1 339 294	1 263 882
Bibliothèques	62	3 219 130	3 042 751	247 571	3 290 322	3 290 322	3 411 602
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	47 150	37 560	21 949	59 509	59 509	62 441
Autres ressources du patrimoine	64			14 911	14 911	14 911	13 139
Autres	65	1 641 270	1 639 453	13 455	1 652 908	1 659 390	1 608 263
	66	6 047 690	5 722 181	642 709	6 364 890	6 363 426	6 359 327
	67	24 117 220	24 604 700	4 474 101	29 078 801	29 794 333	28 478 764
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	11 856 900	8 825 738		8 825 738	8 828 191	9 447 700
Autres frais	70	683 680	483 738		483 738	483 738	659 361
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	264 130	294 300		294 300	294 300	438 794
Autres	72	10 000	368 544		368 544	368 544	75 045
	73	12 814 710	9 972 320		9 972 320	9 974 773	10 620 900
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	28 940 990	25 550 441	(25 550 441)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Repentigny (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

DATE 2017-03-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>114 089 555</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	28 639
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>28 639</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>114 060 916</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>9 170 107 500</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>9 192 306 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>9 181 206 900</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>102 154 964</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>9 181 206 900</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| 1 | , | 1 | 1 | 2 | 7 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 703 520	1 141 366	2 362 280
Usines de traitement de l'eau potable	2	8 676 000	5 010 001	151 904
Usines et bassins d'épuration	3	190 000	54 929	296 144
Conduites d'égout	4	4 577 030	1 117 326	2 044 260
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 687 100	2 619 625	3 966 548
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 500 000	1 518 230	153 193
Systèmes d'éclairage des rues	8	109 750	499 317	574 984
Aires de stationnement	9	125 000	11 957	147 176
Parcs et terrains de jeux	10	1 756 950	3 185 844	4 720 875
Autres infrastructures	11	50 000	28 743	94 179
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	725 300	1 136 693	400 036
Édifices communautaires et récréatifs	14	488 300	625 301	3 215 756
Améliorations locatives	15			27 715
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	738 140	2 770 096	1 392 337
Ameublement et équipement de bureau	18	607 000	1 288 165	1 333 823
Machinerie, outillage et équipement divers	19	525 910	277 456	560 456
Terrains	20		601 876	405 857
Autres	21			
	22	29 460 000	21 886 925	22 188 540
				21 847 523

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		1 068 211	2 362 280
Usines de traitement de l'eau potable	24		529 330	151 904
Usines et bassins d'épuration	25		16 033	293 249
Conduites d'égout	26		1 078 047	1 992 766
Autres infrastructures	27		3 464 928	7 024 610
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		73 155	
Usines de traitement de l'eau potable	29		4 480 671	
Usines et bassins d'épuration	30		38 896	2 895
Conduites d'égout	31		39 279	51 494
Autres infrastructures	32		4 398 788	2 632 345
Autres immobilisations	33		6 699 587	7 335 980
	34		21 886 925	22 188 540
				21 847 523

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	274 371 000	21 401 714	22 101 714	273 671 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	617 623		617 623	
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	11 184 579		5 279 355	5 905 224
Autres	6	4 268 700		718 986	3 549 714
	7	290 441 902	21 401 714	28 717 678	283 125 938
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	1 696 017	1 563 102	2 365 771	893 348
Réserves financières et fonds réservés	10	1 806 359	396 644	691 037	1 511 966
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	49 403 764	135 557	6 130 967	43 408 354
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	221 548 692	12 705 435	17 818 912	216 435 215
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	274 454 832	14 800 738	27 006 687	262 248 883
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	14 953 607	6 481 026	1 622 495	19 812 138
Organismes municipaux	17	591 821	6 040	74 622	523 239
Autres tiers	18				
	19	15 545 428	6 487 066	1 697 117	20 335 377
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	397 783	113 910	11 091	500 602
	21	15 943 211	6 600 976	1 708 208	20 835 979
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24	43 859		2 783	41 076
	25	15 987 070	6 600 976	1 710 991	20 877 055
	26	290 441 902	21 401 714	28 717 678	283 125 938
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	290 441 902	21 401 714	28 717 678	283 125 938

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	394 640	405 529	331 023
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	370	292	294
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	5 028 510	4 382 821	6 095 544
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	4 894 860	4 561 274	4 587 921
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	418 810	411 295	409 417
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	738 710	729 007	736 833
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	28 840	28 334	32 611
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	448 270	446 628	450 811
Autres	21	5 580	5 512	5 274
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	631 160	623 935	556 104
Réseau d'électricité				
	24			
	25	12 589 750	11 594 627	13 205 832

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	113,70	33,75	207 067,00	10 836 413	2 888 138	13 724 551
Professionnels	2	3,00	33,75	3 978,00	349 407	57 262	406 669
Cols blancs	3	234,00	33,50	411 526,00	10 951 402	2 114 079	13 065 481
Cols bleus	4	130,10	40,00	282 127,00	8 801 639	1 704 430	10 506 069
Policiers	5	105,30	40,00	236 319,00	9 997 398	2 658 459	12 655 857
Pompiers	6	41,10	40,00	87 693,00	2 608 893	499 374	3 108 267
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	627,20		1 228 710,00	43 545 152	9 921 742	53 466 894
Élus	9	13,00			717 349	162 412	879 761
	10	640,20			44 262 501	10 084 154	54 346 655

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	147 992	1 291 558	3 128 559		4 568 109
Réseau de distribution de l'eau potable	13	100 114	473 426			573 540
Traitement des eaux usées	14	51 267	(29 272)			21 995
Réseaux d'égout	15	56 542	386 312			442 854
Autres	16	1 114 197	2 381 117			3 495 314
	17	1 470 112	4 503 141	3 128 559		9 101 812

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefte et application de la loi	1	1 996 827	27		101 730	53		2 098 557	79		159 855	105		1 938 702	131	35 102
Évaluation	2	802 059	28		46 603	54		848 662	80		14 475	106		834 187	132	7 477
Autres	3	9 425 169	29		536 926	55		9 962 095	81		148 961	107		9 813 134	133	176 234
	4	12 224 055	30		685 259	56		12 909 314	82		323 291	108		12 586 023	134	218 813
Sécurité publique																
Police	5	18 616 037	31		794 739	57		19 410 776	83		304 392	109		19 106 384	135	371 522
Sécurité incendie	6	5 936 781	32		582 056	58		6 518 837	84		228 474	110		6 290 363	136	111 902
Sécurité civile	7	42 133	33		4 427	59		46 560	85			111		46 560	137	58
Autres	8	710 812	34		3 201	60		714 013	86		7 385	112		706 628	138	
	9	25 305 763	35		1 384 423	61		26 690 186	87		540 251	113		26 149 935	139	483 482
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	4 338 689	36		7 516 239	62		11 854 928	88		32 953	114		11 821 975	140	3 392 785
Enlèvement de la neige	11	5 236 569	37		256 469	63		5 493 038	89		8 098	115		5 484 940	141	38 734
Autres	12	1 275 237	38		1 430 362	64		2 705 599	90			116		2 705 599	142	436 665
Transport collectif	13	5 929 794	39		38 647	65		5 968 441	91		677 373	117		5 291 068	143	14 584
Autres	14		40		48 378	66		48 378	92			118		48 378	144	10 314
	15	16 780 289	41		9 290 095	67		26 070 384	93		718 424	119		25 351 960	145	3 893 082
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	3 052 751	42		1 617 048	68		4 669 799	94		769 279	120		3 900 520	146	628 449
Traitement des eaux usées	17	1 695 308	43		1 854 786	69		3 550 094	95		107 601	121		3 442 493	147	586 405
Réseaux d'égout	18	2 289 242	44		1 133 579	70		3 422 821	96		160 604	122		3 262 217	148	321 811
	19	2 613 922	45		4 936 509	71		7 550 431	97		40 118	123		7 510 313	149	1 430 827
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés																
Matières recyclables	20	3 074 972	46			72		3 074 972	98			124		3 074 972	150	
Autres	21	1 536 037	47			73		1 536 037	99			125		1 536 037	151	565
	22		48		5 799	74		5 799	100			126		5 799	152	
Cours d'eau	23	(2 857)	49		17 612	75		14 755	101			127		14 755	153	6 882
Protection de l'environnement	24	795 131	50		3 858	76		798 989	102		4 396	128		794 593	154	1 912
Autres	25	5 000	51			77		5 000	103			129		5 000	155	
	26	15 059 506	52		9 569 191	78		24 628 697	104		1 081 998	130		23 546 699	156	2 976 851

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	729 007	172		187	729 007	202		217	729 007	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	446 682	174		189	446 682	204		219	446 682	234	
	160	1 175 689	175		190	1 175 689	205		220	1 175 689	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 341 827	176	97 828	191	2 439 655	206	35 358	221	2 404 297	236	274 308
Rénovation urbaine	162		177	5 000	192	5 000	207		222	5 000	237	
Promotion et développement économique	163	578 317	178	44 544	193	622 861	208	20 710	223	602 151	238	1 009
Autres	164	126 326	179		194	126 326	209	67 785	224	58 541	239	
	165	3 046 470	180	147 372	195	3 193 842	210	123 853	225	3 069 989	240	275 317
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	18 882 519	181	3 831 392	196	22 713 911	211	2 828 258	226	19 885 653	241	1 923 693
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	3 042 751	182	247 571	197	3 290 322	212	50 544	227	3 239 778	242	52 821
Autres	168	2 679 430	183	395 138	198	3 074 568	213	175 508	228	2 899 060	243	148 261
	169	24 604 700	184	4 474 101	199	29 078 801	214	3 054 310	229	26 024 491	244	2 124 775
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	98 196 472	186	25 550 441	201	123 746 913	216	5 842 127	231	117 904 786	246	9 972 320

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	66 794	65 532
Charges sociales	2	15 185	15 266
Biens et services	3	21 698 414	21 331 599
Frais de financement	4	106 532	309 688
Autres	5		
	6	21 886 925	21 722 085

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 589 656	6 955 058
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(6)	(393 216)
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 589 650	6 561 842
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	5 855 149	5 366 537
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(49 838)
Activités d'investissement	6	(112 833)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 361 628)	(6 288 885)
Réserves financières et fonds réservés	8	699	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	1 602	
	11	1 382 989	(972 186)
Solde à la fin de l'exercice	12	6 972 639	5 589 656
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	13 675 277	11 268 830
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	13 675 277	11 268 830
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(3 560 349)	(1 421 072)
Activités d'investissement	17	(1 938 625)	(2 461 366)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 361 628	6 288 885
Financement des investissements en cours	19	26 836	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 110 510)	2 406 447
Solde à la fin de l'exercice	22	12 564 767	13 675 277
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	6 282 304	11 187 461
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(2 421 121)
Solde redressé au début de l'exercice	25	6 282 304	8 766 340
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 466 699	(408 558)
Activités d'investissement	27	(999 657)	(2 479 535)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(699)	
Financement des investissements en cours	29	636 101	404 057
	30	1 102 444	(2 484 036)
Solde à la fin de l'exercice	31	7 384 748	6 282 304

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(9 912 712)	(12 258 631)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		1 495 344
Solde redressé au début de l'exercice	34	(9 912 712)	(10 763 287)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36	430 700	113 270
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	(622 655)	(532 874)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	1 357 079	1 270 179
Solde à la fin de l'exercice	39	(8 747 588)	(9 912 712)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	3 420 627	(5 699 219)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	6	
Solde redressé au début de l'exercice	42	3 420 633	(5 699 219)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(53 152)	9 523 903
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	(1 602)	
Excédent de fonctionnement affecté	45	(26 836)	
Réserves financières et fonds réservés	46	(636 101)	(404 057)
	47	(717 691)	9 119 846
Solde à la fin de l'exercice	48	2 702 942	3 420 627
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	235 954 091	243 879 127
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		393 216
Solde redressé au début de l'exercice	51	235 954 091	244 272 343
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(10 489 164)	(20 975 282)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	21 451 819	17 910 191
Variation résiduelle de l'exercice	56	(3 865 678)	(5 253 161)
Solde à la fin de l'exercice	57	243 051 068	235 954 091

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 825 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 825 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 825 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 7 □ 4 □ 4 □ 1 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 7 □ 6 □ 8 □ 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 □ 3 □ 4 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 7 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 2 □ 1 □ 9 □ 9 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 0 □ 1 □ 6 □ 7 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|_|_|_| , |_|_|	\$
Égout	2	|_|_|_| , |_|_|	\$
Eau et égout	3	|_|_|_| , |_|_|	\$
Traitement des eaux usées	4	|1|1|0| , |0|0|	\$
Matières résiduelles	5	|2|2|0| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 |_|_| , |_|_|_|_| %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Entretien infrastructures municipales	110,0000	4	
Eau à la consommation (1257-15)	,6000	7	de 1 à 227 mètres cubes
Eau à la consommation (1257-15)	,8000	7	+ de 227 mètres cubes
Eau - Catégorie industrielle (1257-15)	,6500	7	du mètre cube
Mise à niveau de l'usine de purification	35,0000	4	
Rejets des eaux usées	,2000	7	du mètre cube
Dette ancienne ville (Repentigny)	,0187	1	
Dette ancienne ville (Le Gardeur)	,0302	1	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services spécifiques. Les taux varient selon chaque règlement et chaque année selon le service de dette à rencontrer.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	170 214	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	65 540 700
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	20 838 900
Activités de fonctionnement	3	1 547 720
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 464 800
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	89 392 120

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 021 800
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	4 011 920
Matières résiduelles	13	8 023 840
Autres		
- Entretien des réseaux	14	4 011 920
- Mise à niveau - SPE	15	1 276 520
- Eaux de rejets	16	238 500
Centres d'urgence 9-1-1	17	439 790
Service de la dette	18	3 308 480
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	26 332 770
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	26 332 770
	26	115 724 890

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	57 610
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	480
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	58 090

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	708 190
Cégeps et universités	7	39 660
Écoles primaires et secondaires	8	1 679 060
	9	2 426 910

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 485 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	36 920
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	480
Taxes d'affaires	17	
	18	37 400

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 522 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 7 684 590 773	X 5 0,5837	/100\$ 6 44 854 960				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 494 911 742	X 8 0,5837	/100\$ 9 2 888 800				
Immeubles non résidentiels	10 877 054 168	X 11 1,7804	/100\$ 12 15 615 070				
Immeubles industriels	13 91 328 550	X 14 1,8054	/100\$ 15 1 648 850				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 36 883 867	X 20 1,1674	/100\$ 21 430 580				
Immeubles agricoles	22 27 829 900	X 23 0,5837	/100\$ 24 162 440				
Total			25 65 600 700	26 (10 000)	27 (50 000)	28	29 65 540 700
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 9 212 599 000	X 31 0,2262	/100\$ 32 20 838 900				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 20 838 900	55 ()	56 ()	57	58 20 838 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 9 212 599 000	x 2 0,0168 /100\$	3 1 547 720				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	x 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	x 17 /100\$	18				
Autres	19	x 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	x 23 /100\$	24				
Total			25 1 547 720	26 ()	27 ()	28	29 1 547 720
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	x 31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	x 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	x 46 /100\$	47				
Autres	48	x 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	x 52 /100\$	53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x 60 %	61	62 ()	63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Égout	2	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[1] [1] [0] , [0] [0] \$
Matières résiduelles	5	[2] [2] [0] , [0] [0] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Entretien infrastructures municipales	110,0000	4	
Eau à la consommation (1257-16)	0,6200	7	de 1 à 227 mètres cubes
Eau à la consommation (1257-16)	0,8200	7	+ de 227 mètres cubes
Eau - Catégorie industrielle (1257-16)	0,6700	7	du mètre cube
Mise à niveau de l'usine de purification	35,0000	4	
Rejets des eaux usées	0,2000	7	du mètre cube
Dette ancienne ville (Repentigny)	0,0132	1	
Dette ancienne ville (Le Gardeur)	0,0249	1	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services spécifiques. Les taux varient selon chaque règlement et chaque année selon le service de dette à rencontrer.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		115 784 890
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		_____
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....	10 000
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....	50 000
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10		60 000
Revenus de taxes	11		115 724 890

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	115 724 890
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	50 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	115 774 890
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 611 470
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	439 790
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
		12 051 260
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	103 723 630

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 103 723 630

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 9 212 599 000

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

1	2	5	9
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	17 703 460	1 860 770		520 210	4 091 440	230 070
De secteur	2	134 620	20 920		6 360	73 240	6 480
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	284 860			96 940	26 800	1 990
Autres	5	1 710 850	167 530			2 661 040	22 880
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	19 833 790	2 049 220		623 510	6 852 520	261 420

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	61 713 040	36 960	1 771 370	87 927 320
De secteur	10	1 188 070	1 080	34 030	1 464 800
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	2 894 910		2 980	3 308 480
Autres	13	17 983 230	3 130	35 840	22 584 500
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	83 779 250	41 170	1 844 220	115 285 100

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	162 500 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	145 793 310 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	20 622 830 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	10 786 080 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 435, boulevard Iberville
(no) (rue)
Repentigny J6A 2B6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finance@ville.repentigny.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Diane Pelchat, CPA, CGA

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pelchatd@ville.repentigny.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DCA, Comptable professionnel agréé Inc.

Titre Comptable professionnel agréé

Adresse 611, boulevard de l'Industrie
(no) (rue)
St-Paul-de-Joliette J0K 3E0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-1851
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0226
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dcollin@dca-sf.ca

Responsable du dossier Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Diane Pelchat , atteste que le rapport financier consolidé de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-04-11 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Repentigny .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Repentigny consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Repentigny détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 9 140 137 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,1127 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-11 09:44:02

Date de transmission au Ministère : 2017/04/12